

## Etat de l'installation intérieure de gaz des immeubles à usage d'habitation

Version : V01

Numéro de dossier : [CASA\\_20250721\\_DDTV](#)  
Norme employée : AFNOR NF P45-500 (Version de juillet 2022)  
Date du repérage : 22/07/2025  
Heure d'arrivée : 08 h 30  
Date émission : 02/08/2025

**Objet de la mission** : La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes (Application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 en cas de vente, Application du décret n°188 du 11/08/2016 et de la loi n°2014-366 du 24/03/2014 en cas de location). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### Désignation du ou des immeubles bâtis

Adresse : **2 Avenue THIERS  
06600 ANTIBES**

Référence cadastrale :  
Périmètre de repérage :  
**Ensemble du bâtiment**

**Non communiquée**

### Informations sur l'installation

Type d'immeuble : **Maison individuelle**  
Installation alimentée en gaz : **NON**  
Numéro de compteur : **1417778**

Nature du gaz distribué : **Gaz naturel**  
Distributeur : **Gaz de France**

### Titulaire du contrat de fourniture de gaz

Nom : **S/O**  
Adresse : **S/O**  
Tél. : **S/O**

### Propriétaire

Nom : **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**  
Adresse : **449 Route Des Crêtes BP 43  
06901 SOPHIA ANTIPOLIS**

### Donneur d'ordre


Qualité du donneur d'ordre (*Sur déclaration de l'intéressé*) :  
**Autre**  
Nom : **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**  
Adresse : **449 Route Des Crêtes BP 43  
06901 SOPHIA ANTIPOLIS**

### Organisme chargé de la mission

Nom : **AED Groupe**  
Adresse : **4, allée Pierre-Gilles de Gennes  
33700 MERIGNAC**

Numéro SIRET : **840 795 348 00027**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**  
Numéro de police et date de validité :  
**7627751904 / 01/07/2026**

### Opérateur(s) et signataire(s)

| NOM Prénom    | Organisme certification | Détail de la certification  | Signature   |
|---------------|-------------------------|---|---|
| FRIOU Mathieu | WI. CERT                | Obtention : 15/09/2022<br>Échéance : 25/08/2029<br>N° de certification : C2022-<br>SE07-010 |  |



## A. Identification des appareils

| Liste des installations intérieures de gaz                                  | Type         | Puissance en kW | Localisation | Observations :   |
|---|--------------|-----------------|--------------|--|
| <b>Tige cuisine</b><br>Marque non identifiable<br>Modèle : Non identifiable | Non raccordé | Non lisible     | Cuisine      | Fonctionnement : Appareil à l'arrêt<br><b>Niveau anomalie max : A2</b> |

## B. Anomalies identifiées

| Points de contrôle (selon la norme)  | A1 <sup>(1)</sup> , A2 <sup>(2)</sup> , DGI <sup>(3)</sup> , 32c <sup>(4)</sup> | Libellé des anomalies et recommandations   |
|--|---|--|
| <b>C.3 - 6c</b><br>Installation intérieure – Etanchéité apparente          | DGI   | Au moins un défaut d'étanchéité a été observé (odeur de gaz, fuite sur raccord,...).<br><b>Remarque(s) :</b><br>Présence d'une fuite observée au produit moussant<br><b>Recommandation(s) :</b><br>Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de repérer et réparer la fuite   |
| <b>C.1 - 2c</b><br>Tuyauteries fixes et matériaux – Matériaux, assemblages | A2  | La tuyauterie en PE n'est pas protégée dans la remontée contre les chocs et la lumière.<br><b>Remarque(s) :</b><br>La tuyauterie PE (Poly-Ethylène) n'est pas protégée contre les chocs et la lumière<br><b>Recommandation(s) :</b><br>Créer une protection contre les chocs et la lumière ou faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de protéger la tuyauterie |
| <b>C.7 - 8b</b><br>Organe de coupure d'appareil (OCA)                      | A2  | L'extrémité de l'organe de coupure d'appareil ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée.<br><b>Remarque(s) :</b><br>(Cuisine)<br>L'extrémité de la tuyauterie en attente n'est pas obturée<br><b>Recommandation(s) :</b><br>Poser ou faire poser un bouchon par un installateur gaz qualifié sur l'extrémité de la tuyauterie                                       |
| <b>C.4 - 7a3</b><br>Organe de coupure                                      | A1  | Au moins un organe de coupure n'est pas marqué du logo d'une marque reconnue.  |

- (1) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation
- (2) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.
- (3) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger
- (4) 32c : La chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

## C. Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motifs, et identification des points de contrôles n'ayant pas pu être réalisés

Néant



## D. Constatations diverses

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable
- ☐ Au moins un assemblage par raccord mécanique est réalisé au moyen d'un ruban d'étanchéité

L'installation n'étant pas alimentée le jour de la visite, certains contrôles n'ont pas pu être réalisés, notamment :

- ❖ Test d'étanchéité de l'installation;
- ❖ Mesures de monoxyde de carbone et débits;
- ❖ Contrôle de la qualité des flammes sur les appareils de cuisson (cuisinières et tables de cuisson);
- ❖ Contrôle de débordement de flamme sur les appareils raccordés et chauffe-eau non raccordés.

## E. Conclusions :

- ☐ L'installation ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.  
**Tant que la ou les anomalies DGI n'ont pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du ou des appareils à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.**
- ☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

### Commentaires :

Néant

## F. Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

- ☒ Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
- ☐ Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- ☐ Transmission au Distributeur de gaz des informations suivantes :
  - ❖ référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
  - ❖ codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- ☐ Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

## G. Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur
- ☐ Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

Fait à **ANTIBES**, le **02/08/2025**

Par : **FRIOU Mathieu**

Nota 1 : La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

Nota 2 : La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.



- Nota 3 : Tous les travaux réalisés sur l'installation de gaz du logement, y compris les remplacements d'appareils, doivent faire l'objet de l'établissement d'un certificat de conformité modèle 2, conformément à l'arrêté du 23 février 2018 modifié. Seules les exceptions mentionnées à l'article 21 - 4° de l'arrêté du 23 février 2018 modifié dans le guide « modifications mineures » dispensent de cette obligation.
- Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **WI. CERT - 16 rue de Villars - 57100 THIONVILLE**



## H. Photos (Non exhaustives)

|  |  |
|--|--|
|    | <b>Libellé de l'anomalie :</b>   |
|    | <b>Libellé de l'anomalie :</b><br>8b : l'extrémité de l'organe de coupure d'appareil ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée. |
|   | <b>Libellé de l'anomalie :</b><br>6c : au moins un défaut d'étanchéité a été observé (odeur de gaz, fuite sur raccord, ...).           |
|  | <b>Libellé de l'anomalie :</b><br>6c : au moins un défaut d'étanchéité a été observé (odeur de gaz, fuite sur raccord, ...).           |
|  | <b>Libellé de l'anomalie :</b><br>6c : au moins un défaut d'étanchéité a été observé (odeur de gaz, fuite sur raccord, ...).           |
|  | <b>Libellé de l'anomalie :</b><br>7a3 : au moins un organe de coupure n'est pas marqué du logo d'une marque reconnue.                  |





## Fiche Informative Distributeur de gaz – DGI

Numéro de dossier : CASA\_20250721\_DDTV  
Date d'émission du DGI : 22/07/2025

### Désignation du ou des immeubles bâtis

Adresse : **2 Avenue THIERS  
06600 ANTIBES**

Nature du gaz distribué : **Gaz naturel**  
Distributeur : **Gaz de France**

### Titulaire du contrat de fourniture de gaz

Nom : **S/O**  
Adresse : **S/O**

Téléphone : **S/O**  
Numéro de compteur : **1417778**

### Organisme chargé de la mission

Nom : **AED Groupe**  
Adresse : **4, allée Pierre-Gilles de Gennes  
33700 MERIGNAC**

Numéro SIRET : **840 795 348 00027**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**  
Numéro de police et date de validité :  
**7627751904 / 01/07/2026**

### Opérateur(s) et signataire(s)

| NOM Prénom    | Organisme certification | Détail de la certification  | Signature |
|---------------|-------------------------|---|-----------|
| FRIOU Mathieu | WI. CERT                | Obtention : 15/09/2022<br>Échéance : 25/08/2029<br>N° de certification : C2022-SE07-010 |           |

**AVERTISSEMENT :** Selon l'Arrêté du 23 février 2018 modifié, les fournisseurs de bouteilles de gaz ne sont pas considérés comme distributeurs de gaz (voir 3.14). Il n'y a donc pas lieu de les informer en cas de constat d'anomalie de type DGI. Par conséquent, en application du 7.1, pour ce cas, la présente annexe ne s'applique pas.  
Dans le cadre de l'application des Articles L.134-6 et R.134-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, un diagnostic de votre logement a été effectué afin d'informer l'acquéreur de l'état de l'installation intérieure de gaz.

**Le résultat de ce diagnostic fait apparaître une ou plusieurs anomalies présentant un Danger Grave Immédiat (DGI)**  
Cette (ou ces) anomalies est (sont) désignée(s) par le (ou les) numéro(s) de point de contrôle suivant(s) :

6c

Le libellé des anomalies est donné dans le Tableau F.1 de la présente annexe.

Ces anomalies n'ont rien d'irréremédiables et peuvent être, dans la majorité des cas, facilement corrigées.

Pour assurer votre sécurité, en date du 22/07/2025, l'opérateur de diagnostic désigné, **FRIOU Mathieu**, a interrompu l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz située en aval du point de livraison ou du point de comptage estimation (PCE) n° ou à défaut du compteur n° **1417778** :

- ☐ partiellement, c'est-à-dire en fermant le robinet commandant l'appareil ou la partie défectueuse de votre installation intérieure de gaz,  
☒ totalement, c'est-à-dire en fermant le robinet commandant l'intégralité de votre installation intérieure de gaz.

Ceci est signalé par la (ou les) étiquette(s) de condamnation apposée(s) par l'opérateur de diagnostic.

L'opérateur de diagnostic a immédiatement signalé avec le n° d'enregistrement suivant : **Pas de numéro enregistré pour ce compteur( introuvable dans leurs données)** cette ou ces anomalies DGI ainsi que votre index compteur **62163,017** le **22/07/2025** à votre distributeur de gaz **Gaz de France**

**Ce distributeur, dont les coordonnées sont disponibles sur le site internet de l'AFG (www.afgaz.fr), est votre seul interlocuteur pour ce qui est des suites à donner au traitement de la ou des anomalies.**



### **AVERTISSEMENT**

**Tant que la ou les anomalies DGI n'ont pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.**

#### **Si vous êtes titulaire du contrat de fourniture de gaz (vendeur, occupant, ...)**

Votre distributeur de gaz va prendre contact avec vous pour vous accompagner dans votre démarche de correction des anomalies, en vous :

- Fournissant une liste de professionnels, au cas où vous n'en connaîtriez pas ;
- Indiquant, pour les réparations les plus simples, comment corriger la ou les anomalies ;
- Rappelant le délai de 3 mois dont vous disposez pour effectuer les travaux de remise en état.

Afin de régulariser votre dossier avec votre distributeur de gaz :

- Faites corriger la (ou les) anomalie(s) ;
- Après correction des anomalies, envoyer l'Attestation de levée de DGI, intégrée à cette fiche, complétée, datée et signée par vos soins avant l'expiration du délai fixé par le distributeur de gaz à son adresse afin de continuer à bénéficier de l'énergie gaz pour votre logement.

#### **Si le distributeur de gaz ne reçoit pas l'Attestation de levée de DGI dans un délai de 3 mois à compter de la date de réalisation du diagnostic, il interviendra pour :**

- fermer le robinet d'alimentation générale de votre installation intérieure de gaz ;
- empêcher toute manœuvre de ce robinet en le condamnant; voire en procédant à la dépose du compteur.

Le distributeur de gaz informera votre fournisseur de gaz de cette intervention.

Votre logement ne pourra donc plus bénéficier de l'énergie gaz tant qu'une Attestation de levée de DGI ne sera pas réceptionnée par le distributeur de gaz.

Après intervention du distributeur pour les actions citées ci-dessus, la remise à disposition de l'énergie gaz pour votre logement sera facturée.

#### **SI VOUS ÊTES ACQUÉREUR OU NOUVEL OCCUPANT**

Si vous souhaitez souscrire un contrat de fourniture de gaz auprès d'un fournisseur à l'issue de la vente, deux cas se présentent :

- la ou les anomalies DGI ont été corrigées, et l'Attestation de levée de DGI a été adressée au distributeur de gaz dans un délai de 3 mois; celui-ci acceptera la demande de mise en service de votre installation présentée par votre fournisseur de gaz ;
- dans le cas contraire, la demande de mise en service de votre installation intérieure de gaz adressée par votre fournisseur de gaz, sera refusée par le distributeur de gaz du fait de la présence d'anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat.

Dans le second cas, vous devez après correction de la ou des anomalies DGI, envoyer à votre fournisseur de gaz l'Attestation de levée de DGI, intégrée à cette fiche, complétée, datée et signée par vos soins. Votre fournisseur de gaz la transmettra au distributeur de gaz.

À partir de ce moment votre logement pourra à nouveau bénéficier de l'énergie gaz et le distributeur de gaz programmera la remise en service de votre installation intérieure de gaz en convenant avec vous d'un rendez-vous au plus près de la date que vous souhaiterez.





**Tableau F.1 - Liste des anomalies DGI – Danger Grave et Immédiat**

| Code        | Libellé des anomalies DGI — Danger Grave et Immédiat   |
|-------------|--|
| <b>6b1</b>  | L'installation présente un défaut d'étanchéité important en aval des robinets de commande  |
| <b>6b2</b>  | L'installation présente un défaut d'étanchéité important sur les tuyauteries fixes   |
| <b>6c</b>   | Au moins un défaut d'étanchéité a été observé (odeur de gaz, fuite sur raccord, ...)   |
| <b>7a2</b>  | Installation GPL, le robinet n'est pas adapté à la pression de service   |
| <b>7b</b>   | Absence de l'ensemble de première détente  |
| <b>7d2</b>  | La lyre GPL est dangereuse   |
| <b>8c</b>   | Au moins un robinet de commande d'un appareil alimenté en gaz de réseau est muni d'un about porte-caoutchouc non démontable  |
| <b>9b</b>   | La pression d'alimentation d'un appareil GPL est supérieure à 50 mbar  |
| <b>11a</b>  | Sur une installation alimentée en gaz de réseau, un moins un appareil est raccordé en gaz avec un tube souple  |
| <b>11c</b>  | Le matériel utilisé pour le raccordement en gaz d'un appareil est marqué d'une marque reconnue mais n'est pas autorisé d'emploi ou le raccordement en gaz d'un appareil comporte plusieurs tuyaux flexibles  |
| <b>12a</b>  | Matériel non autorisé d'emploi, ou tube souple ou tuyau flexible non métallique en mauvais état  |
| <b>18e</b>  | Un appareil prévu pour fonctionner à l'extérieur ou à l'air libre est installé à l'intérieur   |
| <b>22</b>   | Absence de mention sur l'appareil ou sur la notice du constructeur attestant que l'appareil est équipé d'une triple sécurité   |
| <b>23</b>   | Le chauffe-eau non raccordé est installé dans un local où il présente un risque  |
| <b>24a1</b> | Le local est équipé ou prévu pour un CENR. Il n'est pas pourvu d'une amenée d'air  |
| <b>24b1</b> | Le local équipé ou prévu pour un CENR n'est pas pourvu de sortie d'air   |
| <b>25a</b>  | Le chauffe-eau non raccordé dessert une installation sanitaire trop importante (baignoire, bac > 50 litres, plus de 3 points d'eau, 3 points d'eau dans plus de 2 pièces distinctes)   |
| <b>25b</b>  | Le chauffe-eau non raccordé dessert une douche   |
| <b>27</b>   | L'orifice d'évacuation des produits de combustion de l'appareil étanche débouche à l'intérieur d'un bâtiment   |
| <b>28a</b>  | Il n'existe pas de conduit de raccordement reliant l'appareil au conduit de fumée  |
| <b>28b</b>  | Le dispositif d'évacuation des produits de combustion est absent ou n'est manifestement pas un conduit de fumée  |
| <b>29c1</b> | Le conduit de raccordement présente un jeu aux assemblages estimé supérieur à 2 mm de part et d'autre du diamètre du conduit   |
| <b>29c2</b> | Le conduit de raccordement présente une perforation autre qu'un orifice de prélèvement   |
| <b>29c4</b> | le conduit de raccordement présente un diamètre non adapté, notamment pour le raccordement à la buse de l'appareil au conduit de fumée   |
| <b>29c5</b> | le conduit de raccordement présente un état de corrosion important   |
| <b>32a</b>  | L'appareil en place n'est pas spécifique VMC GAZ   |
| <b>B2</b>   | La flamme d'un brûleur décolle totalement et s'éteint  |
| <b>C2</b>   | La flamme d'un brûleur s'éteint à l'ouverture de la porte du four  |
| <b>D2</b>   | La flamme d'un brûleur s'éteint lors du passage de débit maxi au débit mini  |
| <b>H</b>    | Le chauffe-eau non raccordé est dangereux (teneur en CO trop importante) : l'appareil est dangereux, il ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)  |
| <b>I</b>    | Un débordement de flamme est constaté à l'allumage du chauffe-eau non raccordé : l'appareil est dangereux, il ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)  |
| <b>J</b>    | Un débordement de flamme est constaté à l'allumage de l'appareil raccordé : l'appareil est dangereux, il ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)   |
| <b>S1</b>   | La teneur en CO est trop importante, l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il est dangereux et ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)  |
| <b>S2</b>   | La teneur en CO est trop importante (dispositif d'extraction mécanique à l'arrêt), l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il est dangereux et ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)  |
| <b>S3</b>   | La teneur en CO est trop importante (dispositif d'extraction mécanique en fonctionnement), l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il ne doit pas être utilisé simultanément avec le dispositif d'extraction mécanique en fonctionnement. L'installation doit être examinée par une personne compétente (installateur ou SAV) |
| <b>T</b>    | La teneur en CO est trop importante, l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il est dangereux et ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)  |



## ATTESTATION DE LEVÉE DE DGI

A RETOURNER AU DISTRIBUTEUR DE GAZ DANS UN DELAI DE 3 MOIS MAXIMUM

A COMPTER DU 22/07/2025

Tous les champs de cette attestation doivent être remplis.  
À défaut, cette attestation ne sera pas considérée comme valable

Numéro d'enregistrement du (ou des) DGI présent(s) en page 1 de la Fiche : **Pas de numéro enregistré pour ce compteur( introuvable dans leurs données)**

Numéro de point de livraison gaz  
(présent sur la facture de fourniture de gaz et page 1 de la Fiche) :

ou

Numéro de point de comptage estimation (PCE) :  
(présent sur la facture de fourniture de gaz et page 1 de la Fiche)

ou à défaut

le numéro de compteur : **1417778**

Adresse du logement concerné : .....

Rue : .....

Bâtiment : .....

Étage : .....

N° de logement : .....

Téléphone : .....

**Je soussigné .....** certifie en ma qualité de :

☐ **propriétaire du logement, et/ou**

☐ **occupant**

**et**

☐ **titulaire, ou**

☐ **demandeur**

**du contrat de fourniture de gaz ou son représentant que l'(es) anomalie(s) de gravité DGI détectée(s) sur l'installation intérieure de gaz de mon logement, lors du diagnostic réalisé le 22/07/2025 par FRIOU Mathieu a (ont) été corrigée(s) de la manière suivante :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Fait à ....., le ..... Nom du signataire : .....

Signature

Certificat N° C3730

Monsieur Mathieu FRIOU

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et /  
ou PR16 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément  
à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret  
2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Diagnostic de performance énergétique  
individuel

Certificat valable  
Du 27/02/2023  
au 23/03/2023

Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs  
intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique.

Diagnostic de performance énergétique tous  
types de bâtiments

Certificat valable  
Du 24/03/2023  
au 25/08/2029

Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs  
intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique.

Date d'établissement le lundi 03 février 2025

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative



*Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.*

*Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le  
site internet de LCC QUALIXPERT [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com).*

F09 Certification de compétence version N 010120

LCC QUALIXPERT 17 rue des capucins - 81100 Castres.

Tél. : 05 63 73 06 13 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)

SAS au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

# WE-CERT CERTIFICAT DE COMPETENCES DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

«Version 01»

Décerné à : **FRIOU Mathieu**

Sous le numéro : **C2022-SE07-010**

| Domaine (S) concerné (S)  | VALIDITE                       |
|---|--------------------------------|
| DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (SANS MENTION)  | X                              |
| DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (MENTION)   | X                              |
| DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DES INSTALLATIONS INTERIEURES DE GAZ   | Du 15/09/2022<br>Au 25/08/2029 |
| DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION                           | Du 15/09/2022<br>Au 25/08/2029 |
| DIAGNOSTIC CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB  | Du 15/09/2022<br>Au 25/08/2029 |
| DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (SANS MENTION) | Du 15/09/2022<br>Au 25/08/2029 |
| DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (MENTION)      | Du 31/01/2023<br>Au 25/08/2029 |
| DIAGNOSTIC ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES (METROPOLE)                                       | Du 15/09/2022<br>Au 25/08/2029 |
| DIAGNOSTIC ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES (DROM-COM)  | X                              |

Les compétences répondent aux exigences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application\*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

\* Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Délivré à Thionville, le 27/02/2023

Par WE-CERT

Mme. Julie HOFFMANN - Responsable de certification

**WE CERT**  
16 rue de Villars  
57000 THIONVILLE  
Tél : 03 72 52 02 45  
SIRET 88851995600021 - APE 7000

SAS AED GROUPE  
4 ALLEE PIERRE GILLES DE GENNES  
33700 MERIGNAC FR

**AGENT**

EI- DE LA CHAPELLE, STONESTREET  
18 GALERIE MARCHANDE  
33370 TRESSES  
**Tél : 0557341313**  
Fax : 05 57 34 06 62  
Email : AGENCE.LCSTRESSES@AXA.FR  
Portefeuille : 0033074244

**Vos références :**

**Contrat n° 7627751904**  
Client n° 3425563404

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AED GROUPE  
4 ALLEE PIERRE GILLES DE GENNES  
33700 MERIGNAC**

Ainsi que :

**AED EXPERTISES  
4 Allée Pierre Gilles de Gennes  
33700 MERIGNAC**

**AED SERVICES  
4 Allée Pierre Gilles de Gennes  
33700 MERIGNAC**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 7627751904** ayant pris effet le **01/07/2024** garantissant sa responsabilité civile et professionnelle pour les activités suivantes :

**CONSTATS ET DIAGNOSTICS IMMOBILIERS DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE (DDT)**

Etablissement des documents figurant dans la liste ci-après et exigés respectivement :

- 1/** En cas de vente d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, et visés aux 1 à 7 de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- 2/** En cas de location de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la constitution du dossier de diagnostic technique visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée
  - Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L 1334-5 et L 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
  - L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
  - L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
  - L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
  - L'état des risques naturels, miniers et technologiques prévu à l'article L 125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
  - Le diagnostic de performance énergétique (DPE) prévu à l'article L 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;

- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L 133-9 du code de la Construction et de l'habitation

#### **AUTRES PRESTATIONS**

- Mesurages Loi Carrez et Loi Boutin
- Diagnostics de conformité aux normes de surface et d'habitabilité – prêt à taux zéro (PTZ)
- Etats de conformité de la sécurité des piscines
- Etats des lieux locatifs « Loi SCELLIER »
- Diagnostics radon
- Diagnostics relatifs à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et champignons lignivores
- Diagnostics réglementaires d'accessibilité handicapés
- Etat des installations d'assainissement non collectif
- Contrôle de raccordement au réseau d'assainissement collectif
- Rédaction des règlements de copropriété dont l'état descriptif de division (EDD)
- Calcul des tantièmes
- Contrôle de la sécurité de l'installation électrique
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition des bâtiments
- Diagnostic technique global (DTG)
- Recherche de fibres céramiques réfractaires (FCR)

#### **DIAGNOSTICS ET RECHERCHE D'AMIANTE.**

- Repérages prévus aux articles R1334-20, R 1334-21 R 1334-22 du Code de la Santé publique,
- Repérages et examens visuels avant travaux, avant démolitions dans les différents types d'établissements tels que ERP Catégories 1 à 4, IGH....) comme le prévoit le code du travail
- Evaluation périodique de l'état de conservation des matériaux prévue à l'article R 1334-27 du Code de la Santé publique.
- Examens visuels prévus à l'article R 1334-29-3 du Code de la Santé publique.
- Mesure d'empoussièrement prévue à l'article R 1334-25 du Code de la Santé publique.
- Dossier Amiante des Parties Privatives ( DAPP ) prévu à l'article R 1334-29-4 du Code de la Santé publique

#### **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS**

#### **DIAGNOSTICS PRODUITS - EQUIPEMENTS - MATERIAUX - DECHETS (PEMD)**

#### **AUDIT REGLEMENTAIRE ENERGETIQUE**

#### **DIAGNOSTICS PLAN PLURIANNUEL DE TRAVAUX**

Les garanties s'exercent à concurrence des montants de garanties du tableau ci-après.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/07/2025** au **01/07/2026** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à TRESSES le 12 juin 2025  
Pour la société :



#### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

| NATURE DES GARANTIES  | LIMITES DES GARANTIES  |
|---|--|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus<br>(autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)                                  | <b>10 000 000 € par année</b><br>d'assurance                                       |
| <b>Dont :</b>   |  |
| • <b>Dommages corporels</b>   | <b>10 000 000 € par année</b><br>d'assurance                                       |
| • <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>  | <b>2 000 000 € par année</b><br>d'assurance  |
| • <b>Dommages immatériels non consécutifs</b>   | <b>150 000 € par année</b> d'assurance   |
| • <b>Dommages aux biens confiés</b>   | <b>150 000 € par sinistre</b>  |
| <b>Autres garanties :</b>   |  |
| <b>Faute inexcusable</b> (dommages corporels)<br>(Article 3.1 des conditions générales)   | <b>2 000 000 € par année</b> d'assurance<br>dont <b>1 000 000 € par sinistre</b>   |
| <b>Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance</b>  | <b>1 500 000 € par année</b> d'assurance<br>dont <b>1 500 000 € par sinistre</b>   |
| <b>Les risques environnementaux</b> (Article 3.4 des conditions générales) :  |  |
| <b>Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont :</b><br>Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | <b>1.000.000 € par année</b> d'assurance<br><b>100.000 € par année</b> d'assurance |
| <b>Défense</b> (Article 4 des conditions générales)   | Inclus dans la garantie mise en jeu  |
| <b>Recours</b> (Article 4 des conditions générales)   | <b>20.000 € par litige</b>   |

### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance